

**Discours pour la journée nationale des  
mémoires de la traite négrière, de  
l'esclavage et de leurs abolitions**  
**Parvis des Droits de l'homme**  
**lundi 10 mai 2010 à 18 h**

Madame l'adjointe déléguée à la vie associative, aux actions internationales, aux anciens combattants et aux relations avec les cultes,

Mesdames, messieurs les représentants des associations ultra-marines,

Madame la représentante de la ligue des droits de l'homme,

Mesdames, messieurs les élus,

Chers amis,

Dans l'histoire de l'humanité, l'esclavage est une blessure. Une tragédie dont tous les continents ont été meurtris. Une abomination perpétrée, pendant plusieurs siècles, par les Européens à travers un inqualifiable

commerce entre l'Afrique, les Amériques et les îles de l'Océan indien.

Un trafic dont il faut se représenter la réalité : des villageois vivant dans la peur, enlevés en masse, privés de leur identité, arrachés aux leurs et à leur culture. Tant d'hommes et de femmes captifs, entassés dans des bateaux où plus d'un sur dix mourait. Tant d'hommes et de femmes vendus comme du bétail et exploités dans des conditions inhumaines ! La plupart des puissances européennes se sont livrées à la Traite et pendant plusieurs siècles, elles ont assimilé des êtres humains à des marchandises. En France, le Code noir de 1685, ne définissait-il pas l'esclave comme un "*bien meuble*"...

L'esclavage a nourri le racisme. C'est lorsqu'il s'est agi de justifier l'injustifiable que l'on a échafaudé des théories racistes. C'est-à-dire l'affirmation révoltante qu'il existerait des "races" par nature inférieures aux autres. Le racisme, d'où qu'il vienne, est un crime du cœur et de l'esprit. Il abaisse, il

salit, il détruit. Le racisme, c'est l'une des raisons pour lesquelles la mémoire de l'esclavage est une plaie encore vive pour nombre de nos concitoyens.

Dans la République, nous pouvons tout nous dire sur notre histoire. Nous devons tout nous dire.

Il n'y a pas de concurrence des mémoires, il n'y a pas de tabous, il n'y a pas d'occultation nécessaire au nom de je ne sais quelle Raison d'Etat. Tout se dire, c'est tout assumer, nos lumières et nos parts d'ombre. Notre histoire est celle d'une grande nation. Regardons-la avec fierté. Regardons-la telle qu'elle a été.

C'est ainsi qu'un peuple se rassemble, qu'il devient plus uni, plus fort. C'est ce qui est en jeu à travers les questions de la mémoire : l'unité et la cohésion nationale, l'amour de son pays et la confiance en ce que l'on est. Car sans cette reconnaissance de nos méfaits, il n'y a pas, non plus, de coopération

transparente et égalitaire avec les anciens pays colonisés.

Les premiers à combattre l'esclavage furent les esclaves eux-mêmes pétris de nos idéaux républicains émancipateurs. Les révoltes étaient fréquentes, elles étaient sévèrement réprimées. Plus tard, il y a eu Toussaint-Louverture, qui créa les conditions de l'indépendance de Saint-Domingue, devenu Haïti. Ce nom, parmi des milliers d'autres, ce destin hors du commun, souvent tragique, trop peu de Français le connaisse. Pourtant, il fait bien partie de l'histoire de France, oserai-je même : de notre identité nationale....

Très tôt, une prise de conscience avait germé. Quelques-uns, parmi les Européens, s'étaient dressés contre l'esclavage. En France, ceux qui, avant même la République, avaient l'esprit républicain, firent de l'émancipation leur combat.

Ce fut l'honneur de la Première République, en 1794, d'abolir l'esclavage dans les

colonies françaises. Rétabli par le Consulat en 1802, il fut définitivement aboli, par la Deuxième République, le 27 avril 1848, à l'initiative de Victor Schœlcher.

Il faut le dire, avec fierté : depuis l'origine, la République est incompatible avec l'esclavage. C'est dans cette tradition historique que s'est inscrite la représentation nationale, lorsqu'en 2001, elle a fait de la France le premier pays au monde à inscrire, dans la loi, la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité.

L'abolition de 1848 est un moment décisif de notre histoire : l'un de ceux qui ont forgé l'idée que nous nous faisons de notre pays, en tant que terre des droits de l'Homme.

Mais, au-delà de l'abolition, c'est aujourd'hui l'ensemble de la mémoire de l'esclavage, longtemps refoulée, qui doit entrer dans notre histoire : une mémoire qui doit être véritablement partagée.

Ce travail, nous devons l'accomplir pour honorer la mémoire de toutes les victimes de ce trafic honteux. Pour aussi leur rendre la dignité. Nous devons l'accomplir pour reconnaître pleinement l'apport des esclaves et de leurs descendants à notre pays, un apport considérable. Car de l'histoire effroyable de l'esclavage, de ce long cortège de souffrances et de destins brisés, est née aussi une grande culture. Et une littérature qui constitue sans doute l'une des meilleures parts de la littérature française d'aujourd'hui : je pense, notamment, à Edouard Glissant sous l'ombre tutélaire du grand Aimé Césaire.

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux et fier que cette année, nous nous retrouvions, à nouveau, sur ce Parvis des Droits de l'homme pour honorer le souvenir des esclaves et commémorer l'abolition de l'esclavage.

Aucune date bien sûr ne saurait concilier tous les points de vue, mais ce qui compte, c'est

que cette journée existe. Aujourd'hui, des commémorations sont organisées dans les lieux de mémoire de la traite et de l'esclavage en métropole, outre-mer et même sur le continent africain.

Mais au-delà de cette commémoration, l'esclavage doit trouver sa juste place dans les programmes de l'Education nationale. En outre, les œuvres, objets et archives relatifs à la traite et à l'esclavage qui constituent un patrimoine d'une exceptionnelle richesse doivent être préservés, valorisés et présentés au public.

Nous devons continuer à développer la connaissance scientifique de cette tragédie. Même si cela ne diminue en rien la responsabilité des pays européens, la mise en place de la traite demandait une organisation, mais aussi des relais actifs dans les territoires dont étaient issus les esclaves ou dans les pays voisins. Il y eut un esclavage avant la traite. Il y en eut un après. Enrichir notre

savoir, c'est le moyen d'établir la vérité et de sortir de polémiques inutiles.

Enfin, le combat contre l'asservissement est un combat d'aujourd'hui. C'est un combat de la France et de la francophonie. Le travail forcé existe, sous une forme ou sous une autre, sur presque tous les continents aujourd'hui : selon les Nations Unies, plus de 20 millions de personnes en sont victimes.

Comment tolérer qu'en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, il y ait, dans le monde, des familles "enchaînées", génération après génération, dans la servitude ? Que tant d'enfants travaillent, et souvent dans des conditions épouvantables ? Que tant de jeunes filles soient vendues par leur famille, pour devenir des domestiques sans salaire ou être livrées à la prostitution ?

Il y a eu des progrès, mais la tâche reste immense. La France est et doit être toujours au premier rang dans ce combat : le combat pour les droits de l'Homme.

Afin de lutter contre les survivances de l'esclavage, mais aussi contre ses résurgences dans le contexte de la compétition économique mondiale, il faut approfondir la coopération entre les pays du Nord et le pays du Sud.

La croissance doit être, un accélérateur du progrès social et non pas un frein. Il faut aussi rapprocher les organisations internationales concernées, en particulier l'Organisation internationale du travail et l'Organisation mondiale du commerce. Le droit du commerce international ne saurait ignorer les principes fondamentaux des droits de l'Homme.

Il nous faut enfin veiller à ce que les entreprises occidentales, lorsqu'elles investissent dans les pays pauvres ou émergents, respectent les principes fondamentaux du droit du travail tels qu'ils sont inscrits dans le droit international.

L'esclavage et la traite sont pour l'humanité une tache indélébile. La République peut être fière des combats qu'elle a gagnés contre cette ignominie. En commémorant cette histoire, la France montre la voie, Colombes suit le chemin C'est notre honneur, notre grandeur et notre force.

Je vous remercie de votre attention.

Philippe SARRE

Maire de Colombes